



Conditions de travail : l'école au bord de la rupture en Ille-et-Vilaine !

Appel à la mobilisation intersyndicale

Les organisations syndicales (FSU-SNUipp 35, SE-Unsa 35, CGT Éduc'action 35, SUD Éducation 35, CFTD 35, SNUDI-FO 35) et la FCPE35 alertent une nouvelle fois sur les conditions de travail et de réussite des missions d'enseignement dans le premier degré en Ille-et-Vilaine.

En Bretagne, et plus particulièrement dans notre département, le constat est alarmant : élèves non accompagnés faute d'AESH ou en attente d'IME/ITEP, classes surchargées, augmentation du nombre d'élèves présentant de grandes difficultés, troubles du comportement ou d'autres besoins particuliers, violences voire des agressions verbales et physiques.

Cette réalité place les enseignantes et enseignants du premier degré, les AESH et les élèves dans des situations intenable et épuisantes.

L'Ille-et-Vilaine concentre plus de la moitié des fiches Santé Sécurité au Travail (SST) de l'académie, principalement issues du premier degré. L'école, alors même qu'elle tente de compenser, à moyens constants, des carences qui la dépassent, devient le réceptacle des souffrances de la société, sans accompagnement ni formation suffisante pour ses personnels. Ces carences sociales affectent également les familles et les enfants.


L'État employeur manque ainsi à son devoir de protection de ses personnels, les laissant exercer dans des conditions dégradées, parfois au détriment de leur santé physique et mentale. De la même manière, l'État service public d'éducation, manque à son devoir de protection et d'éducation des élèves à commencer par les plus fragiles.

Nos exigences :

- Le respect des notifications MDPH et des orientations prononcées, le recrutement d'AESH et d'enseignant·es spécialisé·es à hauteur des besoins, l'augmentation du nombre de prises en charge au sein de dispositifs spécialisés, le renforcement des RASED
- Une dotation à la hauteur des besoins pour la future carte scolaire, prenant en compte les difficultés spécifiques du département (taux d'encadrement parmi les plus faibles nationalement). Cela passe par une opposition à toute suppression d'emplois d'enseignant·es dans les écoles du département 35.
- Un plan d'urgence pour la santé mentale des élèves et des personnels


**Mobilisons-nous pour défendre nos conditions de travail
et peser sur les arbitrages
et la dotation de la carte scolaire à venir :**

**Grève et rassemblement devant le Rectorat
le mardi 27 janvier 2026 à 10 h 30**

 **Soyons nombreux et nombreuses** avec des témoignages et des bougies pour rendre visible la souffrance des personnels et des élèves, trop souvent ignorée par l'institution.

 Une **audience a été demandée à la Rectrice.**

 Une AG sera organisée suite à ce rassemblement à 12h30 à l'Hôtel Pasteur.

 Cette mobilisation doit être la 1^{ère} étape réussie pour gagner sur nos revendications : **envoi de déclaration d'intention de grève pour chaque journée du 27 janvier au 13 février.**